

Le Maghreb et l'islamisme politique: Le point de vue des pays de l'Europe du Sud

Fernanda Faria

Les pays de l'Europe du Sud qui ont été pris en considération sont le Portugal, l'Espagne, l'Italie et, à degré moindre, la Grèce. Les priorités de la Grèce en Méditerranée concernent d'abord le Moyen-Orient; le Maghreb est assez marginal dans ses intérêts de politique étrangère, et n'est pratiquement pris en considération que dans le cadre de la politique européenne pour la Méditerranée. La France est traitée séparément dans ce volume, en raison d'abord des particularités de ses relations avec les pays maghrébins et spécialement l'Algérie, marquées par autant de facteurs de rapprochement que de tension. Elle demeure cependant une référence importante pour l'analyse des politiques de ses voisins en Europe du Sud concernant le Maghreb et les attitudes face à l'islamisme politique, autant à cause de la *spécificité* des relations de la France avec les pays maghrébins que de son rôle au sein de l'Union européenne.

Ce qui distingue la politique française de celle de ses voisins en Europe du Sud est la tendance à voir les problèmes en Algérie comme des problèmes internes à la France qui risquent d'affecter également ses relations avec les autres pays maghrébins, le Maroc au premier chef. La présence d'une large communauté maghrébine et le rapport historique, voire émotionnel, entre les Français et l'Algérie explique

largement cette position particulière qui est apparue encore plus nettement dans l'actuel contexte politique et social du Maghreb. La montée des mouvements islamistes dans la région, la radicalisation de l'opposition islamiste en Algérie et la crise de crédibilité et légitimité qui affecte, dans certains pays plus que d'autres, les élites politiques renforcent la perception que les régimes maghrébins et la stabilité intérieure des pays de la région sont menacés. Les relations des pays membres de l'Union européenne avec les pays du Maghreb sont affectées par ce contexte de crise et d'instabilité et par les mesures prises pour les contrecarrer. Mais si les pays d'Europe du Sud parviennent en général à séparer leurs préoccupations sécuritaires immédiates de leur discours politique par rapport à la situation politique au Maghreb, la France est prise au piège de la complexité de ses relations avec les pays de la région et de son incapacité ou manque de volonté de distinguer entre le politique et le sécuritaire, de séparer préoccupations de sécurité intérieure et politique extérieure lorsque qu'il s'agit de l'Algérie.

Une autre difficulté ressentie par les pays de l'Europe du Sud tient à l'attitude ambiguë de la France par rapport au développement d'une politique commune pour le Maghreb, en particulier lorsqu'il s'agit d'établir un lien entre politique économique et coopération politique et en matière de sécurité. La France n'est pas contraire à la communautarisation de l'appui financier et de la coopération économique avec le Maghreb; c'est d'ailleurs à ce niveau que la politique méditerranéenne de l'Union a connu le plus de succès, même s'ils sont restés modestes quand on les compare avec la politique européenne en Europe centrale et de l'Est. Mais pour ce qui est d'une communautarisation des questions politiques et de sécurité, la France a souvent été très réticente, contrairement à ses partenaires de l'Europe du Sud. La France a eu un rôle certain dans des initiatives telles que le Groupe Cinq + Cinq, le Forum Méditerranéen, la Conférence Euro-Méditerranéenne de Barcelone qui a connu une forte impulsion lors de la Présidence française du Conseil Européen

et, plus récemment, la proposition d'un pacte de stabilité pour la Méditerranée. Mais l'engagement de la France dans le développement d'un cadre multilatéral de coopération politique et en matière de sécurité pour le Maghreb, devant aboutir à une vraie politique extérieure et de sécurité commune pour la région, n'est toujours pas clair.

Néanmoins, la France est perçue par les autres pays de l'Europe du Sud comme un allié et un moteur important pour le développement d'une politique commune pour la Méditerranée et le Maghreb. La France, l'Espagne, le Portugal et l'Italie (et à un moindre degré, la Grèce) ont des intérêts économiques et politiques similaires et surtout des préoccupations sécuritaires proches en Méditerranée occidentale. En dépit des différences dans leurs approches et attitudes face aux questions prioritaires dans la région, il y a un degré de convergence non négligeable dans leurs politiques bilatérales et au sein de l'Union européenne concernant le Maghreb. Ceci rend plus difficile aux pays de l'Europe du Sud qu'à d'autres pays membres d'ignorer les intérêts et préoccupations spécifiques de la France.

Des perceptions partagées

La présence de la culture arabo-musulmane en Europe et particulièrement en Europe méditerranéenne n'est pas d'aujourd'hui. L'histoire de la Méditerranée est bien évidemment une histoire d'échanges et d'interactions, d'alliances et de conflits. Pourtant, les perceptions dominantes en Europe du Sud par rapport au monde Arabe et à l'Islam et vice-versa soulignent d'abord les conflits qui les opposent, les différences qui les séparent. C'est cette vision qui continue à nourrir la méconnaissance de l'autre et la permanence de stéréotypes qui servent d'abord aux démagogues et aux extrémistes de part et d'autre de la Méditerranée.

Il y a dans les sociétés en Europe du Sud une tendance assez générale à ne pas distinguer entre arabe et musulman, entre *Islam*,

religion et culture, et *islamisme*, mouvement politique, et souvent même entre islamistes et terroristes, surtout depuis le début de la crise algérienne. La conscience que les Européens du sud ont de l'histoire de la Méditerranée et des relations entre l'Europe catholique et le monde Arabe n'échappe pas à la logique des Etats-nations, à l'affirmation de leur identité au moyen de la confrontation avec l'Autre, fût-il une entité politique, une culture ou une religion. L'héritage arabe et musulman au Portugal comme en Espagne a été souvent ignoré; à titre d'exemple, le mot *mouro* ou *moro* avait souvent une connotation négative. Ce n'est que récemment que le rôle de la présence arabe et musulmane a été valorisé; ceci est visible dans les manuels scolaires qui, avant, ne soulignaient que la période de la *Reconquista*, les croisades contre l'Islam et les *Mouros*, et ignoraient, pour la plupart, l'apport de la présence arabe dans la péninsule, notamment en matière de techniques agricoles, de l'art de la navigation, de l'architecture, de la gastronomie, de la musique et dans les langues ibériques. De pair avec cette mise en valeur de l'héritage arabo-musulman, la culture islamique et l'Islam en tant que religion sont aujourd'hui reconnus par Portugais et Espagnols. L'Italie aussi n'a "découvert" que récemment la présence croissante de la religion musulmane dans son territoire.

Malgré ces signes d'ouverture et de tolérance des sociétés européennes, les perceptions de l'Islam et du monde arabe en Europe du sud, surtout auprès des opinions publiques et dans certains discours politiques, sont souvent négatives. Mais c'est la méconnaissance et le manque d'intérêt pour la région (sauf pour le tourisme) et la culture arabo-islamique qui frappent le plus. Et pourtant elle est bien présente en Europe, à travers les communautés d'immigrés, mais aussi les communautés musulmanes européennes. Certes, ils ne sont pas nombreux en Europe du Sud. En Italie, pays d'accueil pour beaucoup d'émigrés maghrébins, le nombre de musulmans ne dépasse pas, selon les données officielles (1995), les 290 mille (0,5% de la population italienne), 500 mille à 1 million, selon des estimations non-officielles (0,9 à 1,7%

de la population). L'inauguration à Rome en 1995 de la plus grande mosquée d'Europe, plus qu'un signe d'une présence nombreuse dans le pays, est d'abord synonyme de l'existence d'un Islam en Europe. Placée dans la ville du Vatican, elle est une marque importante du pluralisme religieux en Europe. Beaucoup moins nombreuse qu'en Italie (ou en Espagne), l'immigration maghrébine au Portugal est tout à fait insignifiante: le nombre de musulmans est d'environ 20 à 25 mille (à peu près 0,25% de la population portugaise), la grande majorité, de rite sunnite, sont originaires d'anciennes colonies portugaises en Afrique (Mozambique, où il y a une large communauté musulmane d'origine indienne, et Guinée-Bissau).

Avec la montée du phénomène islamiste au Maghreb, la radicalisation du conflit en Algérie et les attentats terroristes en France, ces questions font l'objet d'une plus grande attention qui, cependant, n'est pas synonyme de connaissance ou d'un intérêt particulier. Au contraire, elle a des *effets pervers*, dans la mesure où cette attention est centrée surtout sur la question de l'islamisme politique, déterminant en quelque sorte les perceptions de l'Islam et du Maghreb. Après la révolution iranienne et la montée des mouvements islamistes radicaux dans le conflit israélo-arabe, l'inquiétude face à l'islamisme politique s'est renforcée en Europe du sud, en raison surtout de la proximité géographique qui fait craindre à ces pays les effets de l'instabilité au Maghreb sur le bassin méditerranéen occidental. En Grèce, ces perceptions sont très influencées par la proximité géographique du Moyen-Orient et le voisinage conflictuel qui l'oppose toujours à la Turquie.

La fin de la guerre froide a également contribué à cette vision de l'islamisme politique en tant que menace. Les très maladroites opinions de Willy Claes, ancien secrétaire général de l'OTAN, qui comparait l'islamisme radical à la menace venant de l'Est des années de la guerre froide, ne sont que très minoritaires, y compris dans les élites politiques et militaires des pays qui se sentent le plus affectés par les risques d'instabilité dans la région (même si elles existent chez

certains cadres militaires et nationalistes qui cherchent dans l'islamisme radical un substitut pour l'ancienne menace communiste). Aucun gouvernement européen ne perçoit dans les mouvements islamistes radicaux une menace militaire pour l'Europe; il suffit de confronter la capacité militaire des pays européens avec celle des pays du Maghreb pour démolir cet argument. Mais la nature plus diffuse des menaces dans l'après-guerre froide associée à la nature complexe du phénomène islamiste ont contribué à la perception d'une nouvelle menace souvent répandue par les médias. Les militants islamistes y sont parfois présentés comme une force internationaliste, avec des ramifications et filiales dans tout le monde arabe, se préparant à une croisade contre l'Occident. Bien que le militantisme islamiste internationaliste existe, il n'est qu'une composante minoritaire du mouvement islamiste au Maghreb. La majorité de ces mouvements est un produit national, avec des propos aussi nationalistes que les mouvements d'indépendance des années 50 et 60 dans la région. Aujourd'hui, presque dix ans après la grande poussée du phénomène islamiste au Maghreb, les médias européens ont une meilleure connaissance de la nature et des racines de l'islamisme politique, bien que des stéréotypes continuent à être souvent répandus.

Ce type de perceptions simplistes et réductrices ne semblent pourtant pas déterminer la politique des pays de l'Europe du sud. Ces derniers mettent l'accent et cherchent à attirer l'attention sur les problèmes d'ordre économique et social qu'ils considèrent comme la cause première de l'émergence du phénomène islamiste au Maghreb, tout en prenant en considération la crise identitaire que la faillite du nationalisme arabe a provoquée et les problèmes liés à la nature des régimes post-indépendance. La politique des gouvernements de l'Europe du Sud, au niveau bilatéral et communautaire, traduit un consensus quant au besoin de contribuer au développement économique et social pour s'attaquer aux sources d'instabilité dans la région. Ils craignent notamment les effets de la radicalisation du conflit en Algérie sur les autres pays de la région. Si à un moment donné la

“théorie des dominos” — selon laquelle il y aurait une contagion inévitable aux pays voisins — semblait être assez répandue, elle n’est plus une référence dans les discours politiques des gouvernements en Europe du sud. Ceci n’empêche qu’ils craignent un débordement de la violence en Algérie, une mobilisation accrue et la radicalisation des mouvements islamistes dans les autres pays maghrébins, le Maroc et la Tunisie au premier chef, d’autant plus que, malgré des différences importantes, les conditions économiques, politiques et sociales dans ces pays peuvent favoriser une radicalisation politique.

Un autre aspect qui est l’objet de préoccupations communes en Europe du Sud est l’*immigration* en provenance du Maghreb. Cette préoccupation a une ampleur assez différente selon les pays: elle est plus présente en Espagne et en Italie qu’au Portugal ou en Grèce, variant donc avec leur dimension relative de pays d’accueil de communautés maghrébines et musulmanes. Souvent mentionnée comme un souci majeur, un risque, voire une menace à leur stabilité sociale, la réalité des chiffres de l’immigration maghrébine en Europe du sud n’est pourtant pas comparable à ce qu’elle représente en France ou même en Suisse, en Belgique ou aux Pays-Bas. Ils sont beaucoup moins nombreux qu’on aurait pu le croire à en juger par les discours politiques attirant l’attention sur la croissance démographique dans les pays maghrébins, les implications négatives sur leur développement économique et social et donc le risque d’une ruée massive vers l’Europe.

En Italie, selon les chiffres du Ministère de l’Intérieur publiés en 1995, les immigrés maghrébins en situation régulière sont environ 140 mille (autour de 17% du total estimé des immigrés légaux; les autorités italiennes estiment pourtant un nombre total d’immigrés réguliers et clandestins d’un million et demi), dont plus de 60% sont Marocains; les Tunisiens représentent moins de 30% et les Algériens ne représentant que 3% des immigrés maghrébins en Italie. En Espagne, selon les statistiques démographiques de l’Eurostat, leur présence est plus faible: environ 57 mille en 1993, à peu près 15% de

la population étrangère en Espagne, dont la large majorité en provenance du Maroc (44 000). Au Portugal et en Grèce, leur nombre est tout à fait insignifiant (quelques centaines).

Cependant, les restrictions à l'immigration sont devenues une priorité pour tous les pays de l'Europe du Sud; ils ont tous adopté des lois d'immigration restrictives et des mesures de contrôle de l'immigration clandestine. Si en Espagne et en Italie ces mesures vont atteindre d'une façon relativement importante les potentiels immigrés maghrébins et donc avoir un impact sur les relations politiques, au Portugal et en Grèce elles vont atteindre d'abord des immigrés d'autres provenances. Cependant, tous les pays d'Europe du sud sans exception font le discours de la crainte d'une immigration massive et du besoin de développer des politiques qui aident à fixer les populations au Maghreb. Parmi les facteurs qui sont à la base de cette crainte, il y a d'abord la croissance démographique au Maghreb qui, malgré la tendance à la baisse, est d'environ 2,5% à l'an¹; la détérioration des conditions économiques et sociales dans des pays qui n'arrivent plus, maintenant, à absorber la demande croissante d'emploi et donc à éviter la détérioration du niveau de vie de leurs populations; et, finalement, l'instabilité et la violence politique dans la région. Mais les mesures de restriction de l'immigration adoptées par les pays d'Europe du sud ont d'abord des motivations d'ordre intérieur et de politique extérieure: ces pays ont tous été des pays d'émigration et sont devenus, surtout depuis la deuxième moitié des années 80, des pays d'immigration — l'Italie et l'Espagne d'une façon plus marquée que le Portugal et la Grèce; ils sont en plus des frontières extérieures de l'Union européenne et des compromis communautaires concernant la libre circulation de personnes à l'intérieur de l'Union impliquent leur renforcement; des tensions sociales et ethniques (des manifestations de xénophobie et de racisme) dans ces pays, souvent liées aux immigrés et qui tendent à augmenter avec la montée du chômage dans les pays d'accueil; en plus, le ralentissement de la croissance économique en Europe, voire la crise qui paraît s'y installer,

limitent considérablement les besoins de main-d'oeuvre immigrée (pas du tout comparables aux années 1950-70)².

Il faudrait ajouter aussi l'influence que d'une façon générale tous les pays de l'Europe du sud ont subi — à des degrés différents, selon la présence de communautés maghrébines dans leurs territoires nationaux — des perceptions françaises et de la politique de Pasqua, qu'en dépit du changement de gouvernement en France, sa politique d'immigration n'a pas changé. Sous-tendant la politique de Pasqua était la conviction que derrière chaque immigré maghrébin il y avait un islamiste potentiel, voire un trafiqueur de drogue, d'armes ou un terroriste. Ce lien entre communautés maghrébines et le trafic de drogue et d'armes est aussi une préoccupation en Italie, où on craint les liens avec la *mafia* et la *camorra*; l'Italie est un des points de passage des armes qui, en provenance de l'Europe Centrale et de l'Est, vont aux mains des groupes islamistes armés en Algérie. En Espagne et au Portugal cette préoccupation est surtout liée au trafic de drogue.

Finalement, les pays de l'Europe du sud perçoivent tous la sécurité en Méditerranée comme une composante fondamentale de la sécurité européenne et cherchent à faire de la Méditerranée une des priorités de la politique extérieure et de sécurité commune. D'une part, ils partagent la perception d'un besoin d'équilibre entre les intérêts à l'Est et au Sud dans le cadre des politiques européennes. D'autre part, l'Union européenne est pour ces pays une source d'instruments financiers et politiques dont ils ne disposent pas au niveau national ou même régional. En quelque sorte, la Conférence Euro-Méditerranéenne de Barcelone est le résultat de leurs efforts communs pour le développement d'une politique intégrée pour la Méditerranée: une politique qui prenne en considération les aspects économiques et sociaux, mais aussi les questions politiques et de sécurité dans les relations entre les deux rives et que les pays de l'Europe du sud essayaient, depuis le début des années 90, de mettre en relief. Les initiatives multilatérales lancées en Méditerranée — le projet d'une Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Méditerranée, le

Groupe Cinq+Cinq et le Forum Méditerranéen — doivent être perçues surtout comme une tentative d'attirer l'attention de l'Union européenne sur les problèmes de la région. Le Portugal était favorable (et le demeure, sans que ceci soit considéré comme un obstacle pour une participation active à la conférence de Barcelone et son *follow-up*) à une approche sous-régionale, où les relations avec le Maghreb devraient être l'objet de politiques spécifiques de la part de l'Union européenne eu égard aux liens économiques, politiques et humains en Méditerranée occidentale.³ L'Italie et l'Espagne, tout comme la Grèce, ont toujours soutenu une approche globale pour l'ensemble de la Méditerranée. Cependant, les différences d'approche entre les pays de l'Europe du sud, reflet de leurs intérêts nationaux spécifiques, sont négligeables face à leur entente quant au besoin de développer une politique extérieure et de sécurité commune pour la région; elles n'ont jamais été un obstacle pour une prise de position commune des pays de l'Europe du Sud au sein de l'Union européenne.

Les approches nationales

Les politiques des pays de l'Europe du Sud sont orientées par les préoccupations et les intérêts communs évoqués plus haut, mais bien évidemment leurs approches nationales varient, d'une part, selon les instruments de tout ordre dont ils disposent pour le développement de leurs politiques bilatérales et, d'autre part, selon leurs intérêts prioritaires spécifiques dans la région. Les pays de l'Europe du Sud n'ont pas développé de façon égale leurs relations avec tous les pays de la région, en raison de facteurs historiques, d'intérêts économiques, de liens humains ou de priorités de sécurité ou de défense spécifiques à chacun des pays de l'Europe du Sud.

Ils ont tous, d'une façon générale, développé leurs relations commerciales avec les pays du Maghreb et les investissements dans la région, mais si l'Italie a fait des investissements importants dans l'industrie des hydrocarbures en Algérie et en Libye, l'Espagne a

privilegié le Maroc où elle est devenue le deuxième investisseur, après la France.⁴

Ce sont surtout le pétrole et le gaz qui font du Maghreb un marché d'importance stratégique pour l'Europe du sud, surtout avec la construction du gazoduc Europe-Maghreb qui portera le gaz de l'Algérie à l'Espagne et au Portugal et le doublement de la capacité du gazoduc transméditerranéen qui va de l'Algérie à l'Italie en passant par la Tunisie. Si l'Algérie est déjà le principal fournisseur de gaz de l'Italie (42,6% de ses importations de gaz en 1993, qui pourront augmenter davantage avec le doublement du gazoduc), elle deviendra aussi le premier fournisseur de l'Espagne et le Portugal après l'entrée en fonctionnement du gazoduc prévue pour la fin 1996. Les importations de pétrole en provenance de la Libye sont également importantes: elles représentent environ 22% du total des importations italiennes de pétrole. Pour ce qui est du Portugal et de la Grèce, les investissements dans la région et les relations commerciales avec les pays du Maghreb sont moins significatifs. Le Portugal a ouvert des lignes de crédit cherchant à favoriser les investissements dans les pays maghrébins, mais ils restent modestes, à l'exception du gazoduc Europe-Maghreb auquel le Portugal participe; les investissements au Maroc, avec qui le Portugal a des liens politiques et des intérêts économiques importants (en raison notamment de la pêche), sont peu importants. La Grèce cherche également à développer ses relations avec l'Algérie et la Libye, elle aussi sur la base des importations d'hydrocarbures.

Les échanges avec les pays du Maghreb sont faibles et très asymétriques. Le poids des importations maghrébines en provenance de l'Europe représente entre 60 et 70% de leur commerce; en revanche, les échanges avec les pays du Maghreb représentent tout au plus autour de 5% du total des échanges commerciaux des pays de l'Europe du sud.

C'est à partir de la fin des années 80 que la plupart des pays de l'Europe du sud commencent à développer leurs relations commerciales — et politiques — avec les pays maghrébins, exception faite pour

l'Italie qui a toujours eu en quelque sorte une politique méditerranéenne.⁵ Ceci s'encadre dans cet effort suivi par l'Union européenne d'aide au développement, notamment comme mesure pour aider à fixer les populations et contribuer à la stabilité sociale, et d'appui aux réformes économiques.

Cependant, les discours politiques des gouvernements des pays d'Europe du Sud traduisent aussi la conscience que les risques d'instabilité au Maghreb ne sont pas seulement d'ordre économique mais aussi d'ordre politique. D'une façon générale, tous les pays de l'Europe du Sud soutiennent une libéralisation politique graduelle et la démocratisation des régimes au Maghreb.

A la différence d'autres pays membres, les pays de l'Europe du Sud soulignent particulièrement que cette transition devrait être *graduelle* et accompagnée de mesures de soutien économique et social. Ils soutiennent la création d'un espace politique pour les forces de l'opposition, le dialogue comme voie de résolution de la crise algérienne et le développement des sociétés civiles dans la région; ils condamnent la violence d'où qu'elle vienne et les violations des droits de l'homme, mais leur attitude vis-à-vis des questions des droits de l'homme et la condamnation des régimes paraît comme plus ambiguë, voire plus prudente, lorsque comparée avec l'attitude d'autres pays membres. Potentiellement plus affectés par l'instabilité dans la région, ils voudraient surtout éviter que la situation devienne incontrôlable. Ils craignent notamment une prise du pouvoir par les islamistes radicaux, moins en raison de leurs intérêts économiques dans la région (ils ne croient pas que l'arrivée des islamistes au pouvoir affecterait tellement à moyen et long terme leurs intérêts économiques) qu'en raison de son impact sur la stabilité sociale et politique au Maghreb. C'est en raison de cette attitude plus prudente que les pays de l'Europe du Sud ne s'opposent pas à une politique de conditionnalité qui établisse des liens entre le politique et l'économique, entre le respect des droits de l'homme et la coopération économique et l'aide financière — mais ils sont plutôt favorables à une conditionnalité positive.

En dépit de ces attitudes partagées, seules l'Italie et en quelque sorte l'Espagne ont eu un discours et des prises de position prônant plus ouvertement le dialogue politique en Algérie et de condamnation de la politique "éradicatrice" du gouvernement militaire algérien. L'appui déclaré de responsables politiques de ces deux pays à la Plateforme de Rome en est un exemple. Au contraire de la France et en dépit de leurs prises de position politiques, ces pays n'ont pas changé leur politique sécuritaire vis-à-vis le trafic d'armes et de drogue ou le terrorisme; ils n'en ont pas fait non plus de ces questions la priorité de leurs relations avec les gouvernements maghrébins. Ils se sont surtout ralliés aux déclarations de l'Union européenne, évitant de prendre des positions plus affirmatives. En tout cas, ces diverses attitudes ne peuvent pas être prises comme une tendance permanente ou à long terme, car elles dépendent surtout des gouvernements en place et il y a eu des changements de gouvernement récents dans tous les pays de l'Europe du Sud.

Prudence et insistance sur l'économique

En bref, les perceptions de l'islamisme politique sont à la base du saut que les politiques bilatérales de la plupart des pays de l'Europe du Sud vis-à-vis des pays maghrébins ont connu depuis la fin des années 80 et, par conséquent, de la dynamique qui a été introduite dans la politique méditerranéenne de l'Union européenne. Cependant, en même temps que la question de l'islamisme politique apparaît comme un facteur déterminant de cette dynamique politique, on essaie de ne pas prendre position face à ce phénomène. Les gouvernements en Europe du Sud mettent l'accent sur les causes économiques et sociales d'abord, et ensuite politiques et de sécurité.

Bien que certains ne s'abstiennent pas de prendre position, la prudence face à la question de l'islamisme politique et aux questions politiques au Maghreb s'explique d'abord par un besoin de ne pas trop s'exposer, car ils se sentent déjà affectés par l'instabilité dans la région

et craignent de l'être davantage. D'une part, ils ont trop d'intérêts dans la région, mais ce sont surtout la proximité géographique et les liens humains et politiques qui existent entre eux qui contribuent à cette attitude.

Indépendamment de l'évolution politique dans les pays du Maghreb, l'attitude des gouvernements en Europe du Sud continuera très probablement à être marquée par cette prudence et précaution à ne pas trop s'exposer et, surtout, à éviter des affrontements ou des tensions politiques avec les gouvernements dans la région, quels qu'ils soient. Cependant, avec un gouvernement islamiste au Maghreb les gouvernements européens pourraient être appelés par leurs propres opinions publiques à prendre des positions plus affirmatives, notamment à cause de potentielles violations des droits de l'homme.

Egalement, il n'est pas probable qu'il y ait des divergences majeures entre les pays de l'Europe du Sud sur les questions fondamentales concernant la région, aussi bien que la politique à développer pour le Maghreb dans le cadre de l'Union européenne. Il reste à savoir si les pays de l'Europe du Sud sont vraiment déterminés à pousser, au sein de l'Union européenne, pour le développement d'une politique extérieure et de sécurité commune. Ceci suppose que les pays membres de la rive nord sachent ce qu'ils veulent de cette politique européenne, ce qui n'est pas toujours clair; la multiplication d'initiatives politiques et les plusieurs interlocuteurs institutionnels engagés dans le dialogue avec la région contribuent à renforcer cette perception.

Notes

¹ Au vieillissement de la population européenne s'oppose la croissance démographique des pays du sud de la Méditerranée qui, en 1980, représentaient 40% de la population en Méditerranée; des projections pour l'an 2025 prévoient qu'elle représentera environ 60% de la population du bassin.

² A propos de migrations maghrébines en Europe du Sud, voir notamment Claude Liauzu, *Histoire des migrations en Méditerranée occidentale*, Coll. Questions au XXème siècle, Editions Complexe, Bruxelles, 1996.

³ Cf. Fernanda Faria, "The Mediterranean: A New Priority in Portuguese Foreign Policy", *Mediterranean Politics Journal* (à paraître).

⁴ En 1988, les investissements directs espagnols au Maroc ont été de 484 millions de pesetas; en 1993, ils ont été de 17 038 millions.

⁵ Cf. Roberto Aliboni, "L'Italie et le Maghreb dans la perspective du renouveau de la politique européenne", communication au séminaire international sur *Les relations euro-maghrébines* organisé par l'Association des Etudes Internationales, Tunis, 24-26 novembre 1994.